

## "La crise tchécoslovaque et l'Europe" dans Le Populaire (10 septembre 1968)

**Légende:** Le 10 septembre 1968, le quotidien socialiste français Le Populaire s'interroge sur les répercussions géopolitiques de la crise tchécoslovaque et fustige l'absence de réaction commune des Six en termes de politique étrangère.

**Source:** Le Populaire. 10.09.1968. Paris: Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO). "La crise tchécoslovaque et l'Europe", auteur:C., P.

**Copyright:** Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/la\\_crise\\_tchecoslovaque\\_et\\_l\\_europe\\_dans\\_le\\_populaire\\_10\\_septembre\\_1968-fr-b362eaf9-9003-4538-ac86-b6be2a71d865.html](http://www.cvce.eu/obj/la_crise_tchecoslovaque_et_l_europe_dans_le_populaire_10_septembre_1968-fr-b362eaf9-9003-4538-ac86-b6be2a71d865.html)

**Date de dernière mise à jour:** 02/07/2015

## La crise tchécoslovaque et l'Europe

Allons nous vers la fin de la coexistence pacifique ?

La Paix du Monde est elle menacée par les événements de l'Est européen ?

Telles sont les questions que se pose une opinion publique anxieuse qui, par delà ses préoccupations quotidiennes, envisage avec une terreur justifiée l'hypothèse d'une troisième guerre mondiale.

Il faut pour y répondre non seulement faire preuve de sang-froid et de clairvoyance mais faire abstraction de beaucoup de préférences idéologiques.

Jusqu'ici la politique du Pouvoir consistait à se livrer sur le plan intérieur à un anti communisme forcené et, dans le même temps, à se rapprocher de l'Union Soviétique au détriment des alliances occidentales traditionnelles de la France. Contradiction évidente qui a pu être payante sur le plan électoral mais place aujourd'hui notre pays, après les événements de Tchécoslovaquie, dans une situation internationale équivoque.

En réalité toute la détente de ces dernières années a été fondée sur l'action commune de deux hommes, John Kennedy et Nikita Khrouchtchev, qui, comprenant les dangers mortels d'une nouvelle guerre mondiale, ont misé sur le rapprochement américano-russe. Tous les deux étaient convaincus d'entraîner le reste du monde dans leur sillage.

Il est certain que la guerre du Vietnam d'un côté, l'agression contre la Tchécoslovaquie de l'autre, ont remis en cause un certain nombre de résultats que l'on croyait durablement acquis.

Faut il pour autant jeter le manche après la cognée et se résigner à une dégradation de la situation qui conduirait progressivement à un conflit majeur ?

Je ne sais pas jusqu'où les Russes sont disposés à aller dans la voie de la mise au pas de leurs anciens satellites. Toutefois les conséquences psychologiques de leur attitude, la perte de prestige qu'ils subissent de son fait dans le monde, devraient — du moins peut on l'espérer —, les inciter à la prudence. Les Américains de leur côté font preuve de sang-froid et les avertissements du Président Johnson à l'U.R.S.S. ne comportent pas d'incidence militaire directe.

Le fait regrettable est que l'Europe occidentale, dont fait partie la France, reste muette dans des circonstances aussi tragiques. Elle n'y joue, chacun s'en rend bien compte, pas le moindre rôle. Or, par sa situation géographique, c'est elle qui est le plus intéressée au problème tchécoslovaque et qui serait la première menacée si éclatait un conflit mondial.

Cette carence provient de ce que l'Europe, ébauchée lors du traité de Rome, n'a pris, du fait de la France, aucune consistance politique, qu'elle parvient difficilement à s'entendre sur le prix d'un produit agricole mais pas du tout sur la définition d'une politique étrangère commune. Elle est notamment profondément divisée sur l'utilité et l'avenir de l'Alliance Atlantique. Les Français sont devenus, à la suite d'une propagande incessante, anti-américains et anti-britanniques. Ils ont quelque peine, dans les circonstances actuelles, à demeurer pro-soviétiques. Quant à nos partenaires de l'Europe des Six et à la Grande Bretagne, ils jouent chacun leur jeu, faute de pouvoir être associés à une action commune.

Le résultat est que l'Europe se trouve désarmée devant les événements. Elle compte sur la sagesse des deux grands et leur volonté, que l'on peut supposer commune, d'éviter le pire. Mais elle n'est capable d'aucune initiative alors que son poids économique et politique, si elle était unie, pourrait être déterminant.

Dans la mesure où elle se joue sans l'Europe, la partie engagée se joue sans la France, en sorte que celle-ci, sous couleur d'indépendance, sera mise devant le fait accompli, quel qu'il soit, sans avoir jamais pu faire entendre sa voix ni contribué à éviter la catastrophe.

C. P.